



### **À laisser derrière soi : Appels au gouvernement canadien**

Partout au Canada, des dirigeantes d'églises, des congrégations et des communautés de foi ont organisé des événements locaux dans le cadre du Pèlerinage pour le cessez-le-feu à Gaza : Églises canadiennes pour une paix juste.<sup>1</sup>

L'initiative - organisée par KAIROS Canada et ses églises membres qui représentent collectivement plus de 4 millions de personnes<sup>2</sup> de toutes les communautés du Canada - culminera par un pèlerinage sur la Colline du Parlement le 22 mai.

Les dirigeantes et les représentantes des églises nationales apportent et amplifient à Ottawa les appels collectifs de leurs congrégations, de leurs communautés de foi et des Canadiennes et Canadiens pour une paix juste en Palestine et en Israël.

Nos appels à l'action :

- ❖ Un cessez-le-feu durable et soutenu ;
- ❖ L'acheminement immédiat de nourriture, d'eau, d'aide, de carburant et d'assistance humanitaire permettant de sauver des vies ;
- ❖ La libération de tous les otages ;
- ❖ Mettre fin à tous les transferts d'armes vers Israël ;
- ❖ Mettre fin à l'occupation pour qu'une paix juste puisse être instaurée.

---

<sup>1</sup> Nous affirmons les [huit convictions fondamentales](#) du pèlerinage mondial pour le cessez-le-feu à Gaza, qui comprennent la non-violence, la tolérance zéro à l'égard de l'antisémitisme et de l'islamophobie, l'inclusion des personnes de toutes confessions ou sans confession et le non-prosélytisme.

<sup>2</sup> Plus de 4 millions d'adhérents d'après le site Web du recensement et des informations fournies par KAIROS et les églises membres.

Le Canada dispose d'une base politique solide pour prendre le leadership sur ces questions et il y a beaucoup de choses qu'il peut et doit faire.

Le Canada doit s'engager auprès de la communauté internationale pour obtenir un cessez-le-feu et un accès humanitaire. Il peut affirmer haut et fort que le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits de l'homme doivent être respectés. Le Canada doit souligner qu'un ordre international fondé sur des règles exige d'Israël qu'il respecte les mesures provisoires de la Cour internationale de justice, qui appellent à un cessez-le-feu et à l'acheminement urgent et sûr de l'aide humanitaire.

Le Canada peut imposer un embargo complet et contraignant sur le commerce militaire avec Israël, afin d'éviter de se rendre complice d'un génocide. La récente motion parlementaire n'est pas négligeable, mais elle n'est pas suffisante. Un embargo efficace serait contraignant, s'appliquerait aux accords d'exportation existants et futurs, viserait les composants des équipements militaires et s'appliquerait aux marchandises transitant par des États tiers, tels que les États-Unis.

Le Canada peut contribuer à atténuer les souffrances humaines en augmentant son enveloppe d'aide, en faisant davantage pour aider les personnes réfugiées ayant besoin d'un accès à la sécurité au Canada (comme pour les réfugié·e·s d'Ukraine) et en s'engageant à contribuer à la construction d'une paix durable, notamment en garantissant la justice pour les préjudices subis et la sauvegarde des preuves nécessaires à la vérité et à la réconciliation.

Nous demandons instamment au Canada de soutenir et d'adopter immédiatement et de manière décisive ces appels à l'action pour une paix durable et juste à long terme dans la région, dont le besoin est si urgent pour la sécurité, les droits et la dignité de tous les Palestiniennes et les Israéliennes.

,

KAIROS Canada, Assemblée annuelle canadienne, Comité Central Mennonite Canada, Conférence religieuse Canadienne, Développement et Paix, L'Église anglicane du Canada, L'Église évangélique luthérienne du Canada, L'Église presbytérienne au Canada, L'Église réformée chrétienne en Amérique du Nord (Société Canadienne); L'Église Unie du Canada ; Le fonds du Primat pour le secours et le développement mondial.

Mai 2024